

La nullité de la profession d'Avocat.

✓L'AVOCAT ET LE CERTIFICAT D'APTITUDE À LA PROFESSION D'AVOCAT (CAPA)

FAISONS SIMPLE...

✓UN AVOCAT, MAIS QU'ES-CE QU'UN AVOCAT ?

- D'après la définition du Larousse, UN AVOCAT est un :

- Auxiliaire de justice dont la mission consiste à assister et à représenter en justice une personne qui se présente à lui et à défendre ses intérêts devant les différentes juridictions.

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/avocat/7134>

- L'avocat est soumis à une DÉONTOLOGIE, par le RÈGLEMENT INTÉRIEUR NATIONAL (RIN), qui est le CODE DE DÉONTOLOGIE DES AVOCATS

- Chaque avocat est inscrit à un des barreaux locaux sous la responsabilité d'un BÂTONNIER.

- Le CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX (CNB) est l'institution nationale de représentation de la profession.

- Il a des obligations d'indépendance, de LOYAUTÉ, et de CONFIDENTIALITÉ via le secret professionnel. Il ne devrait pas DIFFAMER. S'il manque à ces obligations, le barreau auquel il appartient peut le sanctionner (d'un avertissement allant jusqu'à la radiation).

---

✓QUEL EST SON STATUT ?

- L'avocat est un AUXILIAIRE DE JUSTICE.

- En règle générale, le métier d'avocat est considéré comme une profession libérale et indépendante ...

~par les lois du 31 décembre 1971\* et du 31 décembre 1990°, la profession d'avocat regroupe aujourd'hui les précédentes professions d'avoué de première instance, et de conseil juridique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000508793> \*

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000718250> °

---

✓MAIS COMMENT DEVIENT-ONT AVOCAT ?

✓QUELLE SONT LES CONDITIONS DE DIPLÔME ET DE FORMATION

- L'avocat fait partie des métiers dont la sélectivité dans ses formations est la plus élevée. Cette sélection commence dès la première année de droit.

- Pour devenir avocat, la formation en faculté de droit est la voie la plus traditionnelle.

- Les études de droit peuvent commencer par un cursus de 3 ans (bac+3) à l'université :

~À savoir LA LICENCE DE DROIT.

- Elle permet de commencer à préparer les métiers des professionnels du droit tels qu'huissier, magistrat, notaire, etc.

- Il faut ensuite passer par le Master,

- Université,

- École privée

- Ou en instituts d'études politiques.

- Le Master de Droit est en général le moment pour se spécialiser dans un domaine juridique plus précis.

- Pour devenir avocat, il est une étape indispensable : celle du concours d'entrée en école d'avocat (EDA) ou d'un Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats (CRFPA).

- L'accès au sein d'un CRFPA est soumis à la réussite de l'examen d'entrée, souvent appelé « pré-CAPA ».

- Les élèves avocats admis entrent ensuite dans les écoles d'avocats et suivent une formation de 18 mois.

- La fin de la formation est validée par un CERTIFICAT D'APTITUDE DE LA PROFESSION D'AVOCAT (CAPA) qui permet ensuite de passer l'examen du barreau.

- La profession d'avocat est en principe réservée aux titulaires d'un Master 1 en droit ou d'une équivalence et DU CERTIFICAT D'APTITUDE À LA PROFESSION D'AVOCAT (CAPA) délivré par un centre régional de formation professionnelle d'avocats (CRFPA).

✓CONCLUSION :

- Comme nous venons de le voir, après les études en droit, chaque étudiant qui aspire à devenir avocat DOIT OBLIGATOIREMENT participer à l'examen d'entrée au Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats (CRFPA).

- Le parcours dans cet établissement permet d'OBTENIR LE CERTIFICAT D'APTITUDE À LA PROFESSION D'AVOCAT (CAPA).

---

✓INTÉRESSONS-NOUS MAINTENANT AU CERTIFICAT D'APTITUDE À LA PROFESSION D'AVOCAT (CAPA)✓

- LE CERTIFICAT D'APTITUDE À LA PROFESSION D'AVOCAT (CAPA) a été créé par une loi du 26 juin 1941.

- Ce certificat a donc été promulgué sous le régime de Vichy, par un Gouvernement de Fait,

- Gouvernement qui n'avait dès lors aucune autorité et compétences en la matière pour promulguer cet acte.

- Qu'à cette LOI n° 2691 du 26 juin 1941 instituant le Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat, nous pouvons y lire :

- À son Art. 1er

- L'article 24 de la loi du

22 ventôse an XII est modifié ainsi qu'il

Suit :

« Nul ne pourra exercer la profession d'avocat près la cour de cassation, les cours d'appel et les tribunaux, sans avoir représenté au procureur général et fait enregistrer, sur ses conclusions, son diplôme de licencié en droit et SON CERTIFICAT D'APTITUDE À LA PROFESSION D'AVOCAT ».

- Nous lisons bien que l'Art.1er de la Loi de 1941 modifie

- l'Art.24 de la Loi du

22 ventôse an XII,

- Qu'il s'agit d'un Décret qui a été proclamé comme Loi de la République par le premier Consul Bonaparte,

~Voici l'Article XXIV de la loi du

22 ventôse an XII

- A compter de la même époque, nul ne pourra exercer les fonctions d'avocat près les tribunaux, et d'avoué près le tribunal de cassation, sans avoir représenté au commissaire du Gouvernement, et fait enregistrer, sur ses conclusions, son diplôme de licencié, ou des lettres de licence obtenues dans les universités, comme il est dit en l'article précédent.

- Que par ces faits, IL A ÉTAIT CONSTATER LA NULLITÉ DE L'ACTE DIT LOI N° 2691 du 26 juin 1941 INSTITUANT le Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat,

- Par LA LOI N° 54-390 du 8 avril 1954 CONSTATANT LA NULLITÉ DE L'ACTE,

DIT LOI N° 2691 du 26 juin 1941 INSTITUANT le Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat, comme nous pouvons le lire à l'Article 1er :

~Art. 1er.

- EST EXPRESSÉMENT CONSTATÉE LA NULLITÉ :

2° DE L'ACTE DIT LOI N° 2691 du 26 juin 1941 INSTITUANT le Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat.

- Toutefois, la constatation de cette nullité ne porte plus atteinte aux effets découlant de l'application desdits actes antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Par :

~L'Art. 2. — L'article 24 de la loi du 22 ventôse an XII relative aux écoles de droit est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Nul ne pourra exercer la profession d'avocat près la cour de cassation, les cours d'appel et les tribunaux, sans avoir représenté au procureur général et fait enregistrer sur ses conclusions son diplôme de licencié en droit et, sous réserve des dispenses qui seront prévues par un règlement d'administration publique, son Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat ».

« Il sera procédé par un règlement d'administration publique à l'organisation de l'enseignement et de l'examen en vue de l'obtention dudit certificat ».

- Mais alors, une question se pose :

- Sur quel texte de loi se basent-ils, pour insérer à cet Article.2 ?

- Le Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat, créé par la LOI n° 2691 du 26 juin 1941 et dont il a été constaté la nullité dudit acte à l'Art.1er de cette loi.

- Et y a-t-il une Loi à ce jour qui institue le Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat ?

---

✓✓✓LOI N° 71-1130 DU 31 DÉCEMBRE 1971 PORTANT RÉFORME DE CERTAINES PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES

Version en vigueur au 03 décembre 2022

✓ARTICLE 11

Version en vigueur depuis le 29 avril 2018

Modifié par Ordonnance n°2018-310 du 27 avril 2018 - art. 1

Nul ne peut accéder à la profession d'avocat s'il ne remplit les conditions suivantes :

3° Etre titulaire du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat, sous réserve des dispositions réglementaires mentionnées au 2°, ou, dans le cadre de la réciprocité, de l'examen prévu au dernier alinéa du présent article ;

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000508793#:~:text=Nul%20ne%20peut%2C%20s'il,%C3%A0%20la%20Cour%20de%20cassation.>

---

✓ Décret n°80-234 du 2 avril 1980 relatif à la formation des futurs avocats et au certificat d'aptitude à la profession d'avocat

VERSION EN VIGUEUR AU 03 AVRIL 1980

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGISCTA000006113110>

✓✓✓ARTICLE 1

ABROGÉ par Décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 - art. 282 (V) JORF 28 novembre 1991 en vigueur le 1er janvier 1992

La formation des futurs avocats est assurée par les centres de formation professionnelle prévus aux articles 13 et 14 de la loi susvisée du 31 décembre 1971.

La participation de l'Etat au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement des centres de formation professionnelle, que prévoit l'article 13 précité, donne lieu chaque année à l'inscription d'un crédit au budget du ministère de la justice, dans les conditions prévues au titre IV du livre IX du code du travail.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGISCTA000006113110>

Chapitre IV : Certificat d'aptitude à la profession d'avocat. (ABROGÉ)

✓✓✓ARTICLE 25 (ABROGÉ)

ABROGÉ par Décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 - art. 282 (V) JORF 28 novembre 1991 en vigueur le 1er janvier 1992

- Le certificat d'aptitude à la profession d'avocat est la sanction de la formation reçue au centre.
- L'élève ne peut se présenter qu'à l'examen organisé par le centre dont il a suivi l'enseignement en dernier lieu.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGISCTA000006113110>

✓✓✓ARTICLE 31

ABROGÉ par Décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 - art. 282 (V) JORF 28 novembre 1991 en vigueur le 1er janvier 1992

- Le décret n° 72-715 du 31 juillet 1972, pris pour l'application de l'article 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 et relatif au certificat d'aptitude à la profession d'avocat, est abrogé.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGISCTA000006113110>

✓✓✓ARTICLE 32

ABROGÉ par Décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 - art. 282 (V) JORF 28 novembre 1991 en vigueur le 1er janvier 1992

- L'examen d'entrée dans les centres de formation professionnelle d'avocats sera organisé pour la première fois au cours du dernier trimestre de l'année 1981.

- Les épreuves en vue de l'obtention du certificat d'aptitude à la profession d'avocat seront organisées et le certificat sera délivré, conformément à la réglementation précédemment en vigueur, jusqu'au 31 décembre 1980.

### ✓✓✓ARTICLE 33

ABROGÉ par Décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 - art. 282 (V) JORF 28 novembre 1991 en vigueur le 1er janvier 1992

- En vue de l'accès à la profession d'avocat, les personnes ayant obtenu le certificat d'aptitude à la profession d'avocat antérieurement au 1er janvier 1981 sont dispensées de recevoir la formation exigée des futurs avocats à l'article 12 de la loi susvisée du 31 décembre 1971 modifiée par la loi du 30 juin 1977, ainsi que de justifier du certificat d'aptitude à la profession d'avocat régi par le présent décret.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGISCTA000006113110>

~ EN ALLANT PLUS LOIN, LES VISAS du Décret n°80-234 du 2 avril 1980 relatif à la formation des futurs avocats et au certificat d'aptitude à la profession d'avocat ÉNONCENT :

- Vu le décret modifié n° 72-468 du 9 juin 1972 organisant la profession d'avocat, pris pour l'application de la loi susvisée, et notamment ses articles 26 et suivants ;

✓ Décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat

Article 282

VERSION EN VIGUEUR DEPUIS LE 01 JANVIER 1992

SONT ABROGÉS :

- Le décret n° 72-468 du 9 juin 1972 organisant la profession d'avocat, pris pour l'application de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques ;

~ PAR CONSÉQUENT, le Décret n°80-234 du 2 avril 1980 relatif à la formation des futurs avocats et au certificat d'aptitude à la profession d'avocat, devient donc CADUC\* ET NON APPLICABLE

✓UN ACTE CADUC\* SIGNIFIE que l'acte était régulier et valable lors de son édicton, création, mais a perdu ses effets juridiques ultérieurement en raison de la survenance de circonstances ou faits l'empêchant d'être exécuté.

L'anéantissement s'opère de plein droit du seul fait de la défaillance de la condition à laquelle il était soumise.

✓LA CADUCITÉ\* PEUT DONC RÉSULTER :

- soit d'une condition qui était présente à l'origine mais qui vient à disparaître ultérieurement ;
- soit de la sanction d'une négligence lorsqu'il incombait à une personne de réaliser une condition.

---

### ✓✓✓DÉCRET N°91-1197 DU 27 NOVEMBRE 1991 ORGANISANT LA PROFESSION D'AVOCAT

Version en vigueur au 01 janvier 1992

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000006113122>

### ✓✓✓ARTICLE 52

Pour être admis à se présenter à l'examen d'accès au centre régional de formation professionnelle, les candidats doivent être titulaires d'un des titres ou diplômes prévus à l'article 11 de la loi du 31 décembre 1971 précitée.

Nul ne peut se présenter plus de trois fois à cet examen.

✓Section II : Le certificat d'aptitude à la profession d'avocat. (Articles 68 à 71)

✓✓✓ARTICLE 68

Modifié par Décret n°2004-1386 du 21 décembre 2004 - art. 27 () JORF 23 décembre 2004 en vigueur le 1er septembre 2005

Les épreuves du certificat d'aptitude à la profession d'avocat sont subies à l'issue de la formation organisée par le centre régional de formation professionnelle.

L'examen du certificat d'aptitude à la profession d'avocat est organisé par le centre.

L'élève ne peut se présenter qu'à l'examen organisé par le centre dont il a suivi l'enseignement en dernier lieu.

Le programme et les modalités du certificat d'aptitude à la profession d'avocat sont fixés par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, après avis du Conseil national des barreaux.

[Section II : Le certificat d'aptitude à la profession d'avocat. \(Articles 68 à 71\) - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)

✓✓✓ARTICLE 68

Version en vigueur depuis le 01 septembre 2005

Modifié par Décret n°2004-1386 du 21 décembre 2004 - art. 27 () JORF 23 décembre 2004 en vigueur le 1er septembre 2005

Les épreuves du certificat d'aptitude à la profession d'avocat sont subies à l'issue de la formation organisée par le centre régional de formation professionnelle.

L'examen du certificat d'aptitude à la profession d'avocat est organisé par le centre.

[Article 68 - Décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)

✓✓✓ARTICLE 282

Version en vigueur depuis le 01 janvier 1992

SONT ABROGÉS :

[...] LE DÉCRET n° 80-234 du 2 avril 1980 relatif à la formation des futurs avocats et AU CERTIFICAT D'APTITUDE À LA PROFESSION D'AVOCAT.

[Article 282 - Décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)